Table des matières

PARTIE 1. LE CONTEXTE ET LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

LEÇON 1. l	LA S	OUTENABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES	9
	I.	Vers un encadrement plus rigoureux des finances publiques	10
LEÇON 2. Î		Vers une amélioration des finances publiques? A. Une réduction du déficit public en 2017 B. Une réduction des dépenses insuffisante pour stabiliser la dette La soutenabilité des finances publiques en résumé. Des chiffres à retenir Des dates à retenir Des textes à retenir Une analyse à méditer. FINANCES PUBLIQUES ET L'ÉCONOMIE	18 21 23 24 24 24
	I.	et gestion de services publics	29 33 36 37
		B. La participation dans le capital des sociétés	20

		Des chiffres à retenir	44
LEÇON 3. L	.ES	RESSOURCES FISCALES	45
	I.	Le rôle de l'impôt : la redistribution des ressources	
		et la modification des comportements	
		A. Un impôt équitable permettant une redistribution des richesses Zoom sur	47
		Le poids des prélèvements obligatoires	48
		B. La fiscalité pigouvienne : entre rendement fiscal	
		et changement du comportement	49
	II.	Les enjeux de l'impôt: choix politique, efficacité	
		du recouvrement et lutte contre la fraude	50
		A. De l'autorisation parlementaire au recouvrement de l'impôt	
		B. De la contestation de l'impôt à la lutte contre la fraude	52
		Zoom sur La réforme de l'impôt sur le revenu	56
		Les ressources fiscales en résumé	
		Des chiffres à retenir	
		Des textes à retenir	
		Une analyse à méditer	
LECON A I	EC	RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS	(1
LEÇUN 4. L	E3		61
	I.	Des transferts financiers de l'État significatifs	
		A. L'État, premier contributeur aux ressources locales	62
		B. L'enveloppe normée : de la maîtrise	C 1
		à la contraction des transferts financiers	
		Zoom sur	07
		Le Comité des finances locales	68
	II.	L'État, garant de l'égalité territoriale par la péréquation	69
		A. Des dotations nombreuses pour favoriser l'égalité des territoires	
		B. Une péréquation complexe et peu discriminante	
		Zoom sur	
		L'État, prescripteur de normes pour les collectivités Les relations financières entre l'État et les collectivités en résumé	
		Des chiffres à retenir	
		Des dates à retenir	
		Des rapports à retenir	
		one unaryse a mediter	

LEÇON 5. LA S	ITUATION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT	79
I.	Un budget déficitaire depuis quarante ans	80 82
II.	Un bilan de l'État structurellement déséquilibré A. Un actif au 31 décembre 2018 de 1011 Md€ B. Un passif au 31 décembre 2017 de 2 272 Md€ C. Un déséquilibre structurel préoccupant Les engagements hors bilan La situation financière de l'État en résumé Des chiffres à retenir Des rapports à retenir Une analyse à méditer	84 85 85 87
LEÇON 6. LA S	SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS	89
I.	Une autonomie financière des collectivités remise en cause depuis 2010?. A. Un bouleversement de la fiscalité en 2010 puis en 2018 Zoom sur La fiscalité locale des entreprises B. Une autonomie financière des collectivités peu pertinente?	90 94
11.	Une amélioration de la situation financière locale A. Des budgets organisés par section et équilibrés Zoom sur L'analyse financière des collectivités B. Une capacité de financement dégagée depuis 2015 Zoom sur La compensation des charges La situation financière des collectivités en résumé Des chiffres à retenir Des textes à retenir Une analyse à méditer	96 97 98 100 102 103
LEÇON 7. LA S	ITUATION FINANCIÈRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	105
I.	Une maîtrise du solde consolidé de la Sécurité sociale	107
II.	Un redressement variable selon les branches de la Sécurité sociale	

	Des chiffres à retenir	116
	PARTIE 2. L'ÉLABORATION DES BUDGETS	
LEÇON 3. LES	PRINCIPES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES	119
I.	Le principe d'annualité face à une stratégie et une gestion pluriannuelle A. Les autorisations d'engagement facilitent le pilotage opérationnel Zoom sur L'intérêt d'utiliser des autorisations de programme	120 121 .:ifs 122
II.	Les principes d'universalité et d'unité : une vision exhaustive des comptes A. L'universalité : une non-contraction et une non-affectation à nuancer B. Une unité budgétaire limitée par les budgets annexes et les comptes spéciaux	124
III	A. Le principes de spécialité et de sincérité : une transparence des comptes A. Le principe de spécialité renforce la lisibilité des budgets B. La sincérité budgétaire et comptable : une consécration par la loi organique du 1 ^{er} août 2001 Zoom sur L'équilibre des finances publiques, un nouveau principe ? Les principes budgétaires et comptables en résumé Des chiffres à retenir Des rapports à retenir Une analyse à méditer	129130132134135135
LEÇON 4. L'ÉL	ABORATION DES LOIS DE FINANCES	137
I.	Des lois de finances plus précises et plus lisibles	
	La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) A. Un contenu encadré par le législateur	

B. Un retour vers l'équilibre marqué par des réformes structurelles112

Zoom sur...

	B. Une exclusivité des lois de finances garantie par le Conseil constitutionnel	140
	C. Une architecture des dépenses plus lisible pour les élus et les citoyens	141
II.	Un calendrier garantissant un chaînage vertueux	142
	A. Un chaînage vertueux entre les exercices budgétaires	142
	B. Une élaboration pilotée par la direction du budget	143
	C. L'approbation de la loi de finances par le Parlement	144
	Zoom sur Une loi de financement des collectivités territoriales ?	145
	L'élaboration des lois de finances en résumé	
	Des chiffres à retenir	
	Des textes à retenir	
	Une analyse à méditer	148
LEÇON 5. L'ÉL	ABORATION DES BUDGETS LOCAUX	149
I.	La préparation des budgets: transparence et arbitrages budgétaires	150
	A. Une élaboration par les services, soumise aux arbitrages des élus	
	B. Un renforcement de la transparence financière	
П	Un budget soumis au contrôle préfectoral et à l'action des chambres	
11.	régionales et territoriales des comptes	154
	A. Le contrôle de légalité concernant les documents budgétaires	
	Zoom sur	
	L'équilibre des budgets locaux	
	B. Le rôle budgétaire des chambres régionales et territoriales des comptes Zoom sur	
	Les dépenses obligatoires	
	L'élaboration des budgets locaux en résumé	
	Des textes à retenir	
	Une analyse à méditer	
LEÇON 6. L'ÉL	ABORATION DES LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	163
I.	Des lois de financement plus précises pour mieux encadrer les dépenses	164
	A. Une lisibilité accrue de l'équilibre des finances sociales	164
	B. La maîtrise des dépenses : l'objectif national des dépenses d'assurance	
	maladie	166
	C. Un renforcement de l'information du Parlement	169
II.	Une loi articulée à la trajectoire pluriannuelle des finances publiques	171
	A. Un renforcement de la pluri-annualité	
	Zoom sur	
	La pluri-annualité, de 2017 à 2022, dans la LFSS pour 2019	172
	B. Une élaboration duale entre directions	1 = -
	de la Sécurité sociale et du budget	172

Zoom sur Un rapprochement entre la loi de finances et la loi de financement de la Sécurité sociale? L'élaboration des lois de financement de la Sécurité sociale en résumé	
et la loi de financement de la Sécurité sociale?	
L'élaboration des lois de financement de la Céquité assiste en résumé	174
L'elaporation des lois de linancement de la Sécurité sociale en resume	175
Des chiffres à retenir	
Des textes à retenir	
Des rapports à retenir	
Une analyse à méditer	176
LEÇON 7. L'ÉLABORATION DU BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE	177
I. Un budget construit sur des principes d'équilibre et de bonne gestion	178
A. Les principes relatifs à l'élaboration budgétaire : exhaustivité et lisib	
B. Les principes relatifs aux objectifs financiers: équilibre, gestion	
et transparence	180
II. Un budget d'intervention et d'investissement	181
A. Une procédure législative spéciale entre Parlement et Conseil	
B. Une masse financière réduite qui est financée par des ressources prop	
Zoom sur	165100
Les flux financiers entre la France et l'Union européenne	185
Le budget de l'Union européenne en résumé	
Des chiffres à retenir	187
Des textes à retenir	
Une analyse à méditer	188
LA MAÎTDICE DEC DÉDENCES ET L'ADTIMICATION DES DESETTES DUDI IOUR	
LEÇON 13. LA MAÎTRISE DES DÉPENSES ET L'OPTIMISATION DES RECETTES PUBLIQUE	ES 189
LEÇON 13. LA MAÎTRISE DES DÉPENSES ET L'OPTIMISATION DES RECETTES PUBLIQUE I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	
•	190
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190
I. Les pistes d'économies : achats, patrimoine et personnel	190
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel A. Une stratégie des achats publics mieux organisée B. Une meilleure valorisation du patrimoine public Zoom sur France Domaine, devenue la direction immobilière de l'État	190 190 192
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel A. Une stratégie des achats publics mieux organisée B. Une meilleure valorisation du patrimoine public Zoom sur France Domaine, devenue la direction immobilière de l'État C. Une stabilisation en cours des dépenses de personnel	190 190 192
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel A. Une stratégie des achats publics mieux organisée B. Une meilleure valorisation du patrimoine public Zoom sur France Domaine, devenue la direction immobilière de l'État C. Une stabilisation en cours des dépenses de personnel Zoom sur	190 190 192 194
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel A. Une stratégie des achats publics mieux organisée B. Une meilleure valorisation du patrimoine public Zoom sur France Domaine, devenue la direction immobilière de l'État C. Une stabilisation en cours des dépenses de personnel	190 190 192 194
 I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190 190 192 194 194 196
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190192194194196 ts197
 I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190192194194196 ts197
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190192194196 ts197198
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190192194196 ts198199
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190192194196 ts197198199
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190192194196 ts197198199
I. Les pistes d'économies: achats, patrimoine et personnel	190190192194196 ts198199199

		Des dates à retenir	204
LEÇON 14. L	ES FII	NANCES PUBLIQUES ET LA PERFORMANCE	205
1		n budget modernisé pour mieux objectiver les arbitrages Des dépenses justifiées par les projets	206
		et rapports annuels de performances	207
	В.	Une articulation à l'élaboration budgétaire insuffisante	
		La clôture des comptes d'une société privée comparée à une entité publique.	210
1	II. Ur	ne démarche généralisée d'évaluation et de dialogue de gestion	211
	A.	Un déploiement du contrôle de gestion dès 2001	211
	В.	Une évaluation de l'action publique développée dès 2012	
		Les démarches de performance dans les autres administrations	
		Les finances publiques et la performance en résumé	
		Des chiffres à retenir	
		Des rapports à retenir	
		Une analyse à méditer	217
		PARTIE 3. L'EXÉCUTION DES BUDGETS	
LEÇON 15. L	A SÉP	ARATION DE L'ORDONNATEUR ET DU COMPTABLE	221
]	I. Ur	ne répartition fonctionnelle pour exécuter le budget	222
		Une séparation fonctionnelle pour assurer le bon emploi des fonds	
		publics	222
	В.	Un principe sanctionné par le juge : la responsabilité personnelle	
		et pécuniaire	224
]	II. Ur	ne atténuation au principe de séparation	
		ur fluidifier les opérations financières	227
	Α.	Une séparation atténuée par la réglementation et des pratiques	
		partenariales	228
	В.	Une coopération renforcée par le décret du 7 novembre 2012	229
		Zoom sur	220
		La dématérialisation des documents financiers La séparation de l'ordonnateur et du comptable en résumé	
		Des chiffres retenir	
		Des textes à retenir	
		Des rapports à retenir	234
		Une analyse à méditer	234

LEÇON 16.	L'EX	ÉCUTION DES LOIS DE FINANCES	235
		L'exécution budgétaire : une souplesse accrue et une information renforcée. A. Un assouplissement du principe de spécialité : fongibilité, virements	236
		et transferts	
		et décrets d'avance	;
		rectificatives	239
		Une organisation redessinée et une consommation des crédits plus transparente	240
		A. Une nouvelle organisation et une responsabilisation des gestionnaires	
		B. Une communication sur la gestion budgétaire infra-annuelle améliorée . Zoom sur	
		Le suivi infra-annuel des budgets de la Sécurité sociale	242
		C. La maîtrise des risques dans l'exécution budgétaire :	
		les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels	243
		Les normes de dépenses, comme nouvel outil pour suivre	2.4~
		la consommation des crédits	
		Des textes à retenir	
		Des rapports à retenir	
		Une analyse à méditer	
LEÇON 17.		ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation	249
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249 250
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249 250
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249 250 250
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	250 250 251
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	250 250 251
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	250 250 251 252
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	250 250 251 252
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	250 250 251 252 253
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	250 250 251 252 253
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	2499250250251252253254
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249 250 251 252 253 254 256
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249250251252253254256257
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249250251252253254256257259
LEÇON 17.	I.	ÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX Un budget malléable : des décisions modificatives à l'approbation des comptes	249250251252253254256257259260

	Des textes à retenir	
FCON 18 I F I	FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	263
-		
1.	Le financement de l'État, un enjeu de soutenabilité	
	A. Un besoin de financement récurrent B. Une gestion active de l'encours de dette	
	C. Un contexte très favorable aux emprunteurs	
	Zoom sur	201
	La politique d'émission, une stratégie contestée ?	268
II.	Le financement des collectivités, un enjeu	
	de sécurisation de l'encours	269
	A. Un encadrement du recours à l'emprunt	269
	Zoom sur L'analyse de la dette d'un organisme local	270
	B. De la raréfaction à une diversification des financeurs	
	Zoom sur	
	L'agence France locale	
	C. Une simplification des produits financiers	
III.	Le financement de la Sécurité sociale, un enjeu de portage de la dette	
	A. Un portage infra-annuel de la dette inadapté	
	B. Une pérennisation de la caisse d'amortissement de la dette sociale? Zoom sur	274
	Les emprunts structurés dits toxiques	275
	Le financement des administrations publiques en résumé	
	Des chiffres à retenir	
	Des dates à retenir	
	Une analyse à méditer	
FCON 19. I FS	COMPTABILITÉS ET LA CERTIFICATION DES COMPTES	281
-		201
I.	Des comptabilités qui se superposent mais dont la qualité s'améliore	282
	A. Des comptabilités diverses aux finalités variées	
	B. Une amélioration de la qualité des comptes publics	
II	Une généralisation de la certification des comptes publics	285
	A. La certification de la comptabilité générale de l'État	
	B. La certification des comptes des régimes de la Sécurité sociale	
	C. L'expérimentation de la certification des comptes des collectivités	
	Zoom sur	200
	La certification des établissements nationaux et locaux Les comptabilités et la certification des comptes en résumé	
	Des chiffres à retenir	

	Des dates à retenir Des textes à retenir Des rapports à retenir Une analyse à méditer	291 291
LEÇON 20. LE CO	NTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES	293
A	Le contrôle politique, pierre angulaire de la démocratie	294 s295
Ċ E	es juridictions financières: de la régularité les comptes à l'évaluation des politiques publiques	298 301
A	Le renforcement des contrôles internes au sein de l'administration Lu Contrôle interne déployé dans les services gestionnaires Les corps d'inspection : de la régularité à l'évaluation Zoom sur Le contrôle de la Sécurité sociale Le contrôle des finances publiques en résumé Des chiffres à retenir Des rapports à retenir Une analyse à méditer	305 306 307 308 308 309 309
List	e des abréviations	311
Lex	que	313